

Yannick Wild Le jour où tout a changé. La crise après les élections au Honduras.

ant les demandes de la population. En prétendant vouloir s'attaquer au problème du crime organisé, il a renforcé l'armée et lui a confié certaines tâches de sécurité publique. Des unités spéciales, subordonnées directement ou indirectement au président sont apparues. Elles portent des noms tels que les Cobras ou les Tigres, ce qui, pour la société civile, n'est pas sans rappeler les escadrons de la mort des années 1980. Ces unités spéciales sont utilisées non seulement dans la lutte contre les gangs - les Maras - mais aussi pour expulser des communautés afin de faire de la place pour des projets miniers ou hydroélectriques.

20h00 Nous recevons les premiers résultats des élections. Tant le candidat du parti au pouvoir que celui de l'opposition proclament leur victoire. Il semble évident que les résultats seront serrés et qu'aucun des deux n'acceptera une défaite. Les résultats officiels se font attendre. Pendant ce temps, nos collègues à la capitale nous informent que l'armée s'est emparée des points stratégiques de Tegucigalpa. Le moral des membres du COPINH est au plus bas et les souvenirs du coup d'État de 2009 refont surface. Peu après minuit, la Cour Suprême Électorale annonce que 60% des votes ont été comptés et que le candidat de l'opposition, Salvador Nasralla, mène avec 5% d'avance.



Une volontaire de PBI observe une manifestation après les élections.

La crise éclate

Étonnés par les résultats, nous quittons le siège du COPINH le lendemain et rentrons à Tegucigalpa sans encombre. Nous ne nous doutons pas à ce moment que la crise politique est sur le point d'éclater.

24 heures après les élections, il n'y a toujours aucun résultat officiel disponible. Le soir, le système de transmission des données électorales tombe en panne. Après la restauration du système, le président Juan Orlando apparaît en tête des votes. Des manifestations accusant le président de fraude électorale éclatent dans l'ensemble du pays.

On observe des milliers de personnes dans les rues, des centaines de barricades et des pillages dans les villes. La réaction de l'État ne se fait pas attendre. Il décrète un couvre-feu de dix jours entre 19h et 7h du matin. Pour des raisons de sécurité, PBI décide de ne plus quitter la capitale et de limiter ses accompagnements à la ville de Tegucigalpa.

Observer, documenter et téléphoner

Durant le mois de décembre, l'équipe a reçu un nombre alarmant d'appels de victimes de violations de droits humains. Dans plusieurs zones de protestations, les forces de sécurité de l'État ont tiré sur les manifestantes et manifestants. Des personnes ont été arrêtées arbitrairement, ont reçu des mauvais traitements et certaines ont même disparu. Les membres du COPINH nous ont appelés à plusieurs reprises afin de dénoncer des menaces et attaques commises par la police. Bertita Zúniga a été arrêtée à plusieurs reprises sans le moindre motif. On l'a également fouillée et menacée.



Yannick Wild accompagné des représentants du COPINH

« J'avais l'impression que les personnes que nous accompagnions n'avaient jamais été aussi heureuses que nous fussions à leurs côtés. »

Nous avons essayé d'exercer notre influence en tant qu'organisation internationale, mais dans cette situation de crise, elle était limitée. Nous avons profité du fait que nous avons les numéros de téléphone de certaines personnes d'influence pour les appeler et leur expliquer que la communauté internationale était présente et allait rapporter toutes les violations de droits humains observées. Nous avons également partagé nos observations avec les organisations de droits humains nationales. J'avais l'impression que les personnes que nous accompagnions n'avaient jamais été aussi heureuses que nous fussions à leurs côtés.

Compte postal :
17-519476-6
IBAN: CH21 0900 0000 1751 9476 6



PBI Suisse, Gutenbergstrasse 35, CH-3011 Berne
031 372 44 44, info@peacebrigades.ch



*Avec un legs,
vous protégez
les défenseuses et défenseurs
des droits humains.*

Merci!

Peace Brigades International
andrea.nagel@peacebrigades.ch, 031 372 44 44
www.peacebrigades.ch



En août 2017, le Congrès hondurien a approuvé la nouvelle loi sur la promotion du tourisme. Le gouvernement s'engage donc à créer des emplois et promouvoir la croissance économique. Cependant, pour les Garífunas, peuple afro-indigène vivant sur la côte des Caraïbes, le tourisme s'apparente plus à une malédiction qu'à une bénédiction. Leurs terres, leur lieu de vie et leur culture sont en jeu.

Grâce à cette nouvelle loi sur le tourisme, le gouvernement hondurien espère obtenir une croissance de cinq pourcents du secteur touristique ainsi que la création de 250 000 nouveaux emplois. La côte des Caraïbes représente un gros potentiel pour le secteur du tourisme au Honduras. Cependant, c'est aussi là que les Garífunas sont établis depuis plus de 200 ans, en vivant de la pêche et de l'agriculture. Les Garífunas craignent qu'on les expulse de leurs terres pour faire place à de nouveaux complexes hôteliers de luxe. Aurelia Arzú Rochez, la vice-coordinatrice de l'organisation garífuna OFRANEH est venue récemment en Suisse à l'invitation de PBI. Elle en a profité pour expliquer que les communautés n'ont jamais été consultées sur les projets économiques que le gouvernement entend mettre en oeuvre sur leurs terres. Elle s'insurge : « C'est irrespectu-

eux, déloyal et discriminatoire de ne pas organiser une consultation préalable libre afin d'informer la population. On nous reproche d'être contre le développement et la croissance. Nous sommes prêts à soutenir un certain type de développement, mais pour cela, nous devons être inclus dans les discussions. »

CONFLIT AVEC DES ENTREPRENEURS CANADIENS

Ce sont principalement deux entrepreneurs canadiens qui font actuellement pression pour que des complexes hôteliers de luxe soient construits sur les terres des Garífunas. Pourtant, les communautés possèdent des titres collectifs de leurs terres, et selon la loi, ces terres ne peuvent être vendues qu'à des Garífunas. Mais les entrepreneurs usurpent des noms garífunas afin de pouvoir acheter des terres. OFRANEH a déposé une plainte contre les entrepreneurs en raison de l'accaparement illégal de leurs terres, mais rien ne s'est passé. « Pourtant, lorsque les Canadiens déposent une plainte, les membres d'OFRANEH sont poursuivis-e-s en l'espace de quelques jours », témoigne Aurelia Arzú dans un entretien avec PBI. Trois de ses collègues ont dû aller en prison l'année passée. La pression internationale a contribué à leur libération, affirme l'activiste.

« C'est irrespectueux, déloyal et discriminatoire de ne pas organiser une consultation préalable libre afin d'informer la population. »



Côte des Caraïbes du Honduras



YANNICK WILD

de Zurich

Début d'engagement : Février 2017

Lieu d'engagement : Tegucigalpa, Honduras

Yannick Wild

Le jour où tout a changé.
La crise après les élections
au Honduras.

Yannick Wild a vécu de près l'élection présidentielle du 26 novembre 2017 au Honduras. Ce jour-là, le volontaire visitait l'organisation indigène COPINH. Il ne se doutait pas qu'une crise politique profonde était sur le point d'éclater. Le politologue de 30 ans décrit comment il a vécu cette journée hors du commun et comment PBI soutient les défenseuses et défenseurs des droits humains honduriens qui vivent la crise post-électorale.

DES VILLES MODÈLES

Dans le cadre de la promotion du tourisme, le gouvernement de Juan Orlando Hernández, a également avancé avec la planification des ZEDE (des zones de développement économique et d'emplois), également nommés les « villes modèles ». Ces dernières, au bénéfice de conditions particulières, seront remises à des investisseurs qui pourront y mettre en œuvre leur propre système juridique et de sécurité. Les ZEDE ne sont donc plus soumis à la juridiction hondurienne. Ce ne sont pas seulement des complexes hôteliers qui devraient être construits dans ces zones, mais également des raffineries de pétrole. Une de ces villes modèles devrait être construite sur une terre où plus de 20 communautés garifunas sont établies. Celles-ci n'ont jusqu'à présent ni été consultées ni informées sur ledit projet. « À cela s'ajoute le fait que le Congrès a approuvé d'innombrables lois défavorables pour les Garifunas, telles que la loi sur la pêche, la loi sur l'eau et des décrets sur les énergies propres », révèle Miriam Miranda, coordinatrice de l'OPRAHEH dans une interview avec PBI.

JUGEMENT INTERNATIONAL EN FAVEUR DES GARÍFUNAS

Il y a aussi des lueurs d'espoir dans la lutte des Garifunas. En octobre 2015, la Cour interaméricaine des Droits de l'Homme a condamné l'État hondurien pour avoir violé le droit à la terre des Garifunas. Toutefois, deux ans après le jugement, l'État hondurien n'a ni indemnisé les Garifunas, ni pris aucune mesure pour permettre à l'environnement de se régénérer.

Mais les Garifunas n'abandonnent pas leur combat et continuent de résister aux expulsions, « car un peuple sans terre est un peuple sans culture. Et nous voulons préserver notre lieu de vie et notre culture », affirme Aurelia Arzú.

PBI est depuis plus de 35 ans l'organisation prédominante en matière d'accompagnement protecteur non armé et d'observation de la situation des droits humains en zones de conflit. Des équipes internationales accompagnent des activistes menacés qui s'engagent pacifiquement pour la paix, la justice et la démocratie.

O F R A N E H

L'Organisation Fraternelle Noire du Honduras (Organización Fraternal Negra de Honduras –OFRANEH) a été fondée en 1978 afin de défendre les droits de la communauté afro-caribéenne Garifuna. A travers ses différents projets, elle promeut le droit de la communauté à l'autodétermination ainsi que son développement politique, social, économique et culturel. De par leur engagement pour les droits humains et la défense du territoire, les membres de l'organisation font régulièrement l'objet de criminalisation et de menaces. PBI collabore avec OFRANEH dans le cadre d'ateliers sur la sécurité et la documentation des violations des droits humains.



Manifestation contre les villes modèles au Honduras



Aurelia Arzú,
vice-coordinatrice
d'OFRANEH

Aurelia Arzú:
« Je ne pouvais plus me taire. »

Aurelia Arzú a rejoint l'organisation OFRANEH il y a huit ans, car elle ne pouvait plus rester passive face aux injustices dont souffraient les Garifunas, notamment la violation de leur droit à leurs terres. À Santa Rosa de Aguán, le village d'Aurelia, une compagnie d'huile de palme a détourné une rivière et l'a contaminée avec des produits chimiques. Désormais, la population ne peut plus pêcher dans cette rivière, ni s'y baigner sous peine de tomber malade. Elle n'a plus non plus d'eau à donner à son bétail. Il y a quatre ans, la militante a déposé une plainte au nom d'OFRANEH contre la compagnie d'huile de palme. Elle a cependant dû ensuite quitter son village en raison des nombreuses menaces qu'elle a reçues. Elle s'est installée en ville depuis. PBI lui avait alors rappelé l'importance d'adopter ces mesures de sécurité.

7h00 Je me trouve avec une volontaire des États-Unis à la Esperanza, à 200km à l'ouest de la capitale Tegucigalpa. Nous sommes au siège de l'organisation COPINH (Conseil civique des organisations populaires et indigènes du Honduras) qui est accompagnée par PBI. Depuis 1993, le COPINH défend les droits du peuple indigène Lenca et s'engage pour la protection des ressources naturelles présentes sur son territoire. En 2016, l'organisation indigène a demandé à PBI de l'accompagner car ses membres faisaient l'objet de menaces, de tentatives d'assassinat et de diffamations de manière récurrente. Aujourd'hui, le 26 novembre 2017, le COPINH propose dans son émission de radio un échange sur les élections présidentielles entre des représentantes et représentants de différentes communautés.

Bertita Zúniga,
nouvelle coordinatrice
du COPINH



Bertita Zúniga nous apporte une tasse de café et nous parle de son enfance à la Esperanza. Elle est la fille de Berta Cáceres, la militante écologiste qui a été assassinée en 2016. La jeune femme est récemment devenue la coordinatrice du COPINH.

Presque personne ne croit ce dimanche que l'opposition pourrait gagner. Bertita Zúniga nous explique ce que signifierait la réélection de l'actuel président Juan Orlando Hernández. Pendant son mandat, il a promu une politique de libéralisation économique, tout en néglige-